



La FNIC CGT communique

LE PEUPLE BIELORUSSE DOIT RESTER SOUVERAIN

Communiqué de presse

Contrairement aux médias capitalistes, au gouvernement français, au Conseil de l'Europe et à certaines confédérations syndicales françaises, la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT reste très prudente quant à la situation en Biélorussie. Ce qui peut paraître comme une lutte légitime, et qui l'est sans doute sincèrement pour une partie de la population de ce pays, n'est pas forcément animé par tous ses instigateurs d'aussi bons sentiments que les « aboyeurs » d'Occident et d'Orient semblent vouloir leur prêter.

Les forces d'opposition, présentes en Biélorussie, n'ont d'ailleurs présenté aucun programme économique et social mais par contre, la pression des oligarques tant russes qu'occidentaux, pour casser le modèle social biélorussien, la société du quasi-plein emploi, de prestations sociales généralisées et de secteur public dominant, est bien réelle. Le seul objectif de ces vautours : soumettre le pays aux politiques de privatisations et de bradages des entreprises nationales.

En Biélorussie, la majorité des entreprises sont publiques et les syndicats participent aux consultations et aux décisions en jouant un rôle actif dans la mise en place de la politique du quasi-plein emploi et de maintien des garanties sociales et sanitaires de base, en vigueur.

Les élections étaient prévues depuis fort longtemps et si elles peuvent être contestées comme beaucoup d'autres élections dans le monde, y compris dans les pays occidentaux, rien ne permet d'affirmer que la campagne électorale a été plus injuste ici qu'ailleurs car, si tel était le cas, pourquoi alors les candidats d'opposition se sont-ils présentés à de telles élections ?

Parler de régime autoritaire depuis 26 ans, c'est en plus contester toutes les élections précédentes, pourtant en général globalement validées par

différents organismes parmi lesquels l'OSCE. C'est donc aussi contester l'honnêteté de ces organismes et des observateurs internationaux qui ont assisté à ces élections.

Nous voyons là se reproduire un scénario déjà utilisé dans le cas du Venezuela.

Les choix stratégiques d'un Etat sont faits par le pays concerné en toute souveraineté et qualifier l'indépendance et le non alignement choisis par la Biélorussie de « double jeu » parce que Minsk refuse de s'aligner sur Bruxelles, Washington ou Moscou est très contestable. Le dénigrement de cette position de non alignement provient du fait qu'elle va à l'encontre de la logique supranationale et de blocs mis en place par l'UE et l'OTAN et qui a comme objectif de limiter l'indépendance des peuples et le droit au contrôle public de leur développement économique et social.

Les choix faits à Minsk de ne pas calquer le système social du pays sur celui de ses voisins de l'Est ou de l'Ouest témoignent du refus d'accepter une politique de privatisation des fleurons de l'économie biélorussienne au profit des capitalistes russes ou occidentaux.

Alors sans doute que le peuple de Biélorussie souhaite des réformes, mais il n'est sûrement pas prêt à abandonner le modèle social mis en place par le gouvernement actuel. Or, c'est justement ce modèle social que les « agitateurs » de tous bords veulent démanteler pour livrer les industries et les services publics au privé.

La FNIC CGT soutient les syndicalistes de Biélorussie dans leur combat pour toujours plus de justice sociale.

Contacts presse : eric.sellini@fnic-cgt.fr
Contact Fédération : contact@fnic-cgt.fr
ES/DT Chrono 2020 - 054

Montreuil, le 21 août 2020